

Deux ans après l'accord d'Alger, le Mali en danger

Leslie Varenne

19 juin, 2017

Entretiens

Il y a tout juste deux ans, Le 20 juin 2015, était signé l'Accord d'Alger qui devait ramener la paix et la réconciliation au Mali. Or, cet Accord signé par la République du Mali, les milices pro-gouvernementales (plateforme) et la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) est resté lettre morte. Les tensions sont de plus en plus fortes, comme le montre les derniers événements de Kidal où les milices proches du gouvernement de Bamako s'affrontent avec des éléments proches de la CMA. En prime, après avoir été défaits par l'opération française Serval, les djihadistes maliens se sont réorganisés et agissent désormais jusque dans le Centre et le Sud du pays et contaminent les pays voisins, le Niger et le Burkina. Le nouvel attentat du 18 juin à Bamako n'est donc pas une surprise. Faut de moyens et surtout de volonté politique, ni l'armée malienne, ni la mission des Nations Unies dans ce pays (Minusma), ni l'opération française Barkhane, qui a succédé à Serval, ne parviennent à contenir le phénomène. Pour comprendre la situation malienne, l'IVERIS propose un entretien avec Moussa Ag Assarid, ancien représentant du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) en Europe.



Sur toutes les mesures contenues dans l'accord d'Alger, qu'elles concernent la lutte contre le terrorisme, la réconciliation, le cadre institutionnel ou encore le retour des 130 000 réfugiés, quelles sont celles qui ont été mises en œuvre à l'heure actuelle ?

Pour l'instant, un seul point de l'accord a été respecté après de nombreux mois de tergiversations, la mise en place des autorités intérimaires dans les cinq régions de l'Azawad. Mais ces autorités n'ont pas de budget, pas de personnel et pas de sécurité, elles ne peuvent donc rien faire. Aucun autre point n'a été mis en œuvre, pire, parfois on constate des reculs comme par exemple la sécurité des populations. Les quelques postes de l'armée malienne revenus grâce à l'opération française Serval ferment les uns après les autres. Dès que les éléments de l'armée sont attaqués par trois ou quatre terroristes avec des kalachnikovs, ils abandonnent leurs matériels et leurs armes et fuient. Concernant le retour des 130 000 réfugiés, pris en charge par le HCR, dans des camps en Mauritanie, au Burkina Faso ou au Niger, là encore, rien n'a été fait. Ils ne sont toujours pas rentrés chez eux.





Camp de réfugiés maliens au Niger

Depuis le 23 mai 2014, date du dernier cessez-le-feu négocié par le Président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, après la débandade des forces de Bamako de l'Azawad, la CMA a fait des compromis et n'est plus en belligérance avec l'armée malienne. Elle est sur la défensive et se retrouve avec deux adversaires : les milices pro-Bamako, dont se sert l'armée malienne qui n'a pas accès à tout le territoire, et les terroristes. C'est clairement le Président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et ses alliés qui ne respectent pas l'Accord, ils jouent le pourrissement dans un folklore sans nom. En outre, il adopte une stratégie de division et de prébendes. Il monte les tribus et les communautés ethniques les unes contre les autres, les Bambaras contre les Peulhs, les Imghads contre les Ifoghas, les teints noirs contre les teints clairs, les sédentaires contre les nomades, etc.

Pourtant la Conférence d'appel de fonds a eu lieu, l'argent qui devait être débloqué pour la mise en place de l'accord a été versé ? Où sont allés ces fonds ?

Une partie de l'argent a été débloquée mais personne ne sait comment ces fonds sont utilisés. Début avril dernier, une conférence dite d'entente nationale a été organisée par IBK dans une confusion totale et a créé des délégations tripartites (gouvernement, CMA, plateforme) qui sont envoyées partout dans le monde, en Afrique comme en Europe et dans les pays du Golf. Une de ces délégations est actuellement à Paris. La semaine dernière, elle a donné une conférence d'environ deux heures à Montreuil pendant que la diaspora manifestait devant l'ambassade du Mali pour protester contre la tenue du prochain référendum constitutionnel... Ces conférences ne servent strictement à rien mais elles sont budgétivores. C'est encore du folklore pour détourner les regards de l'essentiel. Les délégués restent une semaine dans les hôtels, de cette manière, ils ont des factures pour justifier de l'utilisation des fonds versés dans le cadre de l'Accord.

Pourquoi la communauté internationale (Nations Unies, UA, CEDEAO, UE, OCI) qui est garante de « de la mise en œuvre scrupuleuse » selon les termes de l'Accord n'agit-elle pas pour le faire respecter ?

La communauté internationale a désigné l'Algérie comme chef de file pour faire respecter les engagements pris à Alger. Officiellement l'Etat français n'apparaît pas ou très timidement, mais c'est tout de même lui qui est présent militairement et les décisions ne se prennent pas sans son aval. François Hollande, qui pensait se représenter à l'élection présidentielle avait besoin d'être vu comme un chef de guerre et que l'intervention française au Mali soit perçue comme une réussite incontestable, il la voulait comme un symbole de la réussite de son quinquennat. Pour cela, il fallait cacher la véritable situation du pays, il avait donc besoin du Président IBK. Il ne pouvait rien lui refuser et en a fait un enfant gâté. Il a accepté toutes les dérives de ce pouvoir. N'oublions pas non plus que c'est l'Etat français qui met la pression sur le Conseil de Sécurité pour soutenir l'Etat malien. Par conséquent, personne ne tord le bras d'IBK pour qu'il respecte l'accord d'Alger et maintenant il est trop tard.

Pourquoi l'Union européenne principale bailleur de fonds ne dit rien ?

L'UE, personne ne sait où elle est ni ce qu'elle fait réellement, en tout cas, on ne l'entend pas.

Dès les premiers jours de son quinquennat, Emmanuel Macron s'est rendu à Gao pour rencontrer les militaires français, sans passer par Bamako. IBK a été obligé de se déplacer dans son propre pays pour le rencontrer. Pensez-vous que c'est un signe de changement de politique française sur le dossier malien ?

Jusqu'à preuve du contraire, pour l'instant rien ne change. Emmanuel Macron a gardé Jean-Yves Le Drian, principal acteur de la politique française au Mali, le dossier passe seulement de la Défense au Quai d'Orsay. IBK qui a perdu son ami Hollande devait tout accepter pour rencontrer Emmanuel Macron et chercher à avoir ses faveurs et soutiens. Après les discours, nous attendons les actes et ce sont ces derniers qui font le plus défaut dans ce conflit azawado-malien. Et tant que la Communauté internationale en général, la France, l'Algérie et le Mali en particulier ferment les yeux sur ses causes profondes qui sont éminemment politiques et sans prendre les décisions courageuses et audacieuses qu'il faut, nous attendrons encore longtemps et le conflit se poursuivra.

Est-ce qu'il est possible de faire un lien entre la non-application de l'accord d'Alger et la recrudescence du terrorisme qui touche aujourd'hui tout le pays du Nord au Sud, comme nous avons pu le constater une nouvelle fois avec l'attaque d'un hôtel à Bamako ce 18 juin ?

C'est bien la non-application du fameux « accord » d'Alger qui renforce les terroristes. C'est la cécité et le manque de volonté politique de certains acteurs comme le gouvernement malien qui ne jouent pas leur rôle pour résoudre le conflit. La Minusma et Barkhane n'ont plus le soutien des populations locales, le territoire est grand et le conflit est très profond et complexe. Sans ce soutien des autochtones, elles ne

peuvent pas agir efficacement. Le non-respect des aspirations de la population et la politique de pourrissement de Bamako renforcent le terrorisme qui recrute parfois d'anciens rebelles qui ont perdu tout espoir. Les causes profondes sont éminemment politiques, historiques, sociales et économiques. IBK a fait une énième volte-face en ne versant pas l'argent de l'UE qui devait revenir à l'Azawad dans le cadre de l'Accord. La CMA s'est trouvé devant le fait accompli et les populations qui n'ont jamais cru ni accepté cet « accord », l'accusent de s'être fait rouler dans la farine. Et certains de ses responsables ont cédé à la corruption et aux promesses du régime IBK.

Il faut pourtant laisser les populations de l'Azawad se développer, se sécuriser et se gérer elles-mêmes, au moins de manière autonome. Sans cela, malheureusement, je ne vois pas de solution surtout avec les mêmes méthodes utilisées par les différents régimes maliens de 1960 à ce jour et qui ont toujours échoué.

Est-ce qu'il est possible de dire aujourd'hui que finalement l'unité du peuple malien se construit dans le refus de la politique menée par IBK ?

IBK a convoqué un référendum pour le 9 juillet, sous prétexte que le changement de constitution était prévu dans l'accord d'Alger. En réalité tout ce qui l'intéresse dans cette affaire, c'est la création ex nihilo d'un sénat dont un tiers des membres sera nommé par lui et la possibilité de modifier cette constitution par le congrès (les deux chambres du parlement). Ainsi, il se constituera une cour composée de chefs de villages, de tribus, entre autres, qui lui seront redevables et il continuera sa politique de prébendes avec l'argent de l'UE. Mais aujourd'hui c'est un homme totalement démuné, la manifestation du 17 juin contre le référendum a été un succès incontestable, certains de ces hommes, comme Paul Boro, quittent le navire, et François Hollande n'est plus là. D'un point de vue social et sécuritaire, le pays est en ébullition dans l'Azawad comme au Sud...

Moussa Ag Assarid est écrivain touareg et consultant indépendant sur les questions sahélo-sahariennes

Downloaded from:

http://iveris.eu/list/entretiens/268-deux_ans_apres_laccord_dalger_le_mali_en_danger

© copyright 2017 by Iveris. Tous droits réservés.

Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation.

J'accepte